

PRÉFECTURE
DES ALPES-MARITIMES

Direction de l'Administration Générale

Bureau de l'Environnement,
des Sites et du Tourisme**BORDEREAU D'ENVOI**

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Chef de Bureau : M. DELRIEU
Affaire suivie par Mme GARNIER
DTG/TMC. Tél. : 93.72.25.62.~~Monsieur l'INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE des MINES -~~
~~CENTRE ADMINISTRATIF DEPARTEMENTAL.~~

DÉSIGNATION DES PIÈCES	OBSERVATIONS
INSTALLATION CLASSEE - ----- GILETTE - Usines Chimiques de la Mesta. ----- Arrêté de mise en demeure en date du 7 mars 1989.	ARRIVÉE 23 MARS 1989 Pour information.

REÇU les pièces ci-dessus mentionnées

Nice, le _____

Pour le Préfet des Alpes-Maritimes

Pour le Préfet
des Alpes-Maritimes,
L'Attaché Chef de Bureau,

C. DELRIEU

Ce BORDEREAU devra être RENVOYÉ à la PRÉFECTURE par RETOUR du COURRIER.

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

*Bureau de l'Environnement,
des Sites et du Tourisme*

DTG/MM - Tél. 93.72.25.62.

06026 NICE CEDEX, le _____

Le PREFET des ALPES-MARITIMES
CHEVALIER de la LEGION d'HONNEUR
CHEVALIER de l'ORDRE NATIONAL du MERITE

- VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment ses articles 6, 13 et 24,
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application et notamment ses articles 17 et 18,
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 1971 autorisant et réglementant l'exploitation des installations de la société des Usines Chimiques de la Mesta à GILETTE (06830),
- VU le rapport et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de PROVENCE ALPES-COTE d'AZUR, Inspecteur des Installations Classées en date du 2 février 1989,
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des ALPES-MARITIMES,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : La Société des Usines Chimiques de la Mesta dont le siège social est situé à GILETTE (06380) et qui exploite à la même adresse une usine de recherche et fabrication de principes actifs pharmaceutiques est mise en demeure de déposer sous délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté un dossier de régularisation pour l'exercice de ses différentes activités concernant notamment la rubrique n° 357 quater.

ARTICLE 2 : En cas de non exécution des dispositions du présent arrêté, il sera fait usage des dispositions prévues aux articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des ALPES-MARITIMES est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au maire de GILETTE,
- à la Société des Usines Chimiques de la Mesta,
- à l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations Classées,
- au Directeur départemental de la Protection Civile.

POUR AMPLIATION,
L'Attaché Chef de Bureau,

C. DELRIEU

FAIT à NICE, le

7 MARS 1989

Pour le Préfet
des Alpes-Maritimes
Le Secrétaire Général,

Philippe GREGOIRE